

ministre, conscient de l'aide accordée auparavant par le Canada en pareilles circonstances, dira-t-il si notre pays va prendre des mesures pour venir en aide à ce pays en détresse?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Pour le moment, monsieur l'Orateur, nous évaluons cet événement tragique et je présenterai un rapport dès que possible.

L'URANIUM

CONTRAT RELATIF À LA LIVRAISON D'OXYDE D'URANIUM AU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. A-t-on songé à une autre compagnie d'uranium avant d'accorder à la compagnie *Rio Algom Mines* le contrat de 100 millions de dollars de vente d'uranium au Royaume-Uni?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le contrat est intervenu entre une compagnie et un organisme de Grande-Bretagne. Le gouvernement n'a eu rien à voir à la négociation du contrat; il n'a eu qu'à l'autoriser, une fois les négociations terminées.

[Français]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Le premier ministre peut-il nous dire combien de compagnies, dans la région d'Elliot Lake, produisent actuellement de l'uranium?

M. l'Orateur: L'honorable député demande des renseignements statistiques, ce qu'il ne peut faire dans le moment.

[Traduction]

L'INDUSTRIE

SALMO (C.B.)—LA FERMETURE POSSIBLE DE LA MINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et de la Production de défense. Il s'agit d'une affaire qui préoccupe gravement de nombreuses localités du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique. Je suis certain que cette question est recevable.

Vu que la *Cominco Limited* de Montréal a annoncé son intention de fermer, le 1^{er} novembre 1966, la mine de Salmo en Colombie-Britannique et vu l'inquiétude suscitée chez les 100 mineurs visés et sur la collectivité en général par cette nouvelle, le ministre enquêtera-t-il sur la situation pour voir ce

[M. Thompson.]

qu'il peut faire pour empêcher le chômage parmi ces mineurs et d'autres personnes visées de la collectivité?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable représentant de m'avoir prévenu de cette question. Je ne connais pas trop bien les détails en question dans ce cas-ci, mais de concert avec mes collègues je m'occuperai volontiers de cette question.

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE MESURE LÉGISLATIVE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au leader du gouvernement. Quand pouvons-nous espérer la présentation d'une mesure législative concernant l'augmentation de la pension de sécurité de la vieillesse?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, dès que nous aurons terminé les travaux dont la Chambre est saisie et l'étude des questions pressantes qui figurent au *Feuilleton* nous pourrions nous occuper de cette question.

M. Winkler: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je voudrais demander au leader du gouvernement s'il n'est pas d'avis...

L'hon. M. Starr: Nous l'aurons le 1^{er} juillet 1968.

M. Winkler: ...que la mesure législative prévoyant une augmentation de la pension de sécurité de la vieillesse a plus d'importance que la mesure législative dont nous sommes saisis?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député demande qu'on exprime une opinion.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA TRANSCRIPTION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Le ministre a mentionné hier une conférence de presse où il aurait donné certains renseignements concernant sa politique visant à paralyser notre marine. Le ministre pourrait-il mettre à notre disposition dès maintenant une transcription non censurée des questions et réponses au cours de cette conférence?

Le très hon. M. Diefenbaker: Et non revisée.